

Conjoncture économique, gilets jaunes et enjeux politiques

Frédéric Boccara

- Après avoir prétendu que les gilets jaunes mettaient l'économie française à genoux,
- par leur lutte, une petite musique s'installe selon laquelle les concessions d'E. Macron
- aux gilets jaunes auraient permis à l'économie française de connaître une amélioration
- inespérée et, qui sait, d'éviter la crise qui se profile et atteint déjà l'Allemagne et l'Italie.
- Ces deux assertions sont toutes deux fausses, même si à très court terme un petit
- écart de -0,1 point puis +0,1 trimestriel (voire +0,2) peut éventuellement s'observer.
- Elles visent, l'une comme l'autre, à nier les raisons profondes des difficultés actuelles
- (économiques et sociales) comme la force du mouvement des gilets jaunes, de
- nature « tellurique », et qui exige au fond tout autre chose. Ces assertions enfin
- nient la perversité des réponses d'E. Macron, qui renforcent à la fois la crise et les
- contradictions ; ceci sur fond d'une culture économique médiocre et superficielle
- (mélange d'un keynésianisme de comptoir et des dogmes néo-classiques voire
- néo-libéraux). Car les réponses Macron ne sont pas « insuffisantes », elles sont
- profondément perverses.



La réponse Macron aux gilets jaunes : 3 clopinettes perverses pour pousser ses options

La réponse économique et budgétaire de Macron montre qu'il est ébranlé. Il lâche un peu sur la TICPE et la CSG, fait mine de lâcher sur le SMIC. Mais il utilise cet ébranlement pour pousser plus loin ses options et renforcer encore sa politique dans la même logique en utilisant la prime d'activité : d'une part « pas touche aux profits et aux entreprises », « pas touche au coût du capital », faire payer le monde du travail au sens large, les ménages modestes et moyens. D'autre part, baisser les dépenses consacrées aux services publics, soit de façon absolue, soit en les réorientant vers les aides aux profits.

En effet, la hausse annoncée des revenus des smicards est une hausse de la prime d'activité, financée par les impôts... L'exonération d'impôts et de cotisations sociales pour les heures supplémentaires va peser sur le budget public.

Ceux qui sont à peine au-dessus du SMIC vont ainsi payer la prime d'activité – ce pseudo-salaire, payé par les autres salariés, et préconisé lors de sa création par Piketty et les sociolibéraux – de ceux qui sont au SMIC ou en dessous. Non seulement on exonère les ultra-riches de toute solidarité, comme l'ont dénoncé

beaucoup de sociaux-démocrates, mais surtout on exonère les entreprises de toute responsabilité et le patronat de payer les salaires. On protège les profits ! Et du même coup cela peut pousser des facteurs de division au sein même du monde du travail. Car on peut toujours être le riche de son voisin...

Quant aux chômeurs, ils n'auront rien. D'autant plus que la reprise en mains par l'État de l'Unedic, durant la négociation en cours a explicitement pour but de baisser les allocations-chômage. Le décret de la honte sur le contrôle des chômeurs, publié pendant les fêtes, a montré la voie recherchée par le pouvoir !

Effets économiques des actions des Gilets Jaunes

Les médias dominants ont expliqué en début d'année que le « blocage » économique de la consommation par les gilets jaunes (tourisme + hôtels, cafés, restaurants, voire emploi dans le commerce) durant les mois de novembre et décembre aurait diminué la croissance du PIB de 0,1 point au quatrième trimestre de 2018. Las ! La croissance est moins faible que chez nos voisins, alors que les mesures Macron initiales auraient pesé contre la consommation des ménages, c'est d'ailleurs contre cela d'abord que les gilets jaunes protestent.

Surtout, c'est faire l'impasse sur le retournement à la baisse déjà engagé en deux temps, début 2017 (dès

le second trimestre) et qui se renforce en 2018 : pour le PIB on est passé de +0,6 % à +0,8 % par trimestre en 2017 (ce qui n'était déjà pas glorieux!) à +0,2 % +0,4 % en 2018. L'indicateur synthétique de « climat des affaires » calculé par l'Insee recule depuis le début de l'année 2018, et l'opinion des industriels sur l'évolution de la demande ne cessait de se détériorer, avant même le mouvement des gilets jaunes.

Au total, la croissance du PIB est de 1,5 % en 2018 (première estimation Insee), contre 2,3 % en 2017. Elle serait plus faible en 2019.

Certes, de l'autre côté, l'Insee et le gouvernement expliquent que le début 2019 serait *boosté* par un surcroît de consommation, « grâce » aux mesures sur le pouvoir d'achat prises par Macron et E. Philippe. Le chiffre de 10 Md€ est seriné. En réalité, une grande partie n'est pas financée, une partie est financée par les ménages tout juste moyens (la prime d'activité est financée par les impôts sur les ménages), une petite partie est financée par un surcroît de déficit (accepté par Bruxelles), une dernière petite partie est financée par une moindre baisse de la fiscalité sur les entreprises. Au total ce chiffre de 10 milliards de surcroît de revenu des ménages fait l'impasse sur (1) les hausses de fiscalité et prélèvements obligatoires, dont la CSG (l'Insee donne +8,9 % d'impôts sur le revenu et le patrimoine pour 2018...) (2) les prélèvements maintenus sur les pensions de retraites et surtout (3) les baisses de ressources pour les services publics (taxe d'habitation...) et donc leur marchandisation accrue qui va nécessiter plus de dépense monétaire qu'auparavant pour le même service rendu! (4) il fait enfin le pari que le surcroît de déficit ne va pas induire une hausse des prélèvements des marchés financiers sur les budgets publics, alors que les taux d'intérêt pourraient remonter. Cela peut déboucher en cours d'année sur un tour de vis d'austérité supplémentaire contre les dépenses publiques pour ne pas trop creuser le déficit budgétaire!

Une demande déprimée par l'austérité et par le coût du capital

Au total, le sentiment des ménages sur leur pouvoir d'achat et leur consommation future est fort pessimiste... et pas seulement à cause des gilets jaunes : Bercy communique depuis des années sur une croissance continue du revenu des ménages (le RDB, revenu disponible brut) qui n'est qu'un agrégat ! Or il faut tenir compte de la démographie. Si on le divise par le nombre de ménages, qui augmente, plus précisément par « unités de consommation », on a une stagnation depuis une dizaine d'années !

Et l'évolution de l'emploi est en très fort ralentissement, avec 64 000 emplois créés par semestre en 2018 et début 2019, contre 170 000 par semestre en 2017. Ceci sachant qu'il s'agit d'emplois « mités », largement dominés par les contrats intérimaires ou en CDD.

De l'autre côté, ce que ne veut pas voir l'Insee comme les experts dominants, c'est que la croissance est plombée par le coût du capital. Ce sont au premier chef les dividendes versés aux actionnaires (180 Md€ en 2017) et les intérêts payés aux banques (67 Md€). Ces prélèvements du capital sur les entreprises s'opposent aux dépenses salariales, de R & D, de

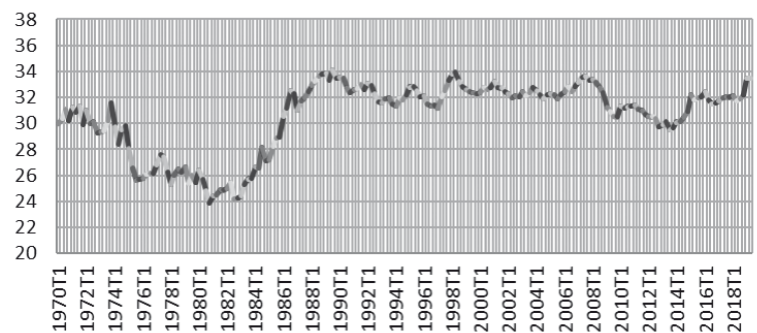
formation, mais aussi aux investissements. L'insee remarque seulement, sans en tirer aucune conséquence, dans sa Note de conjoncture de décembre que « les revenus de la propriété seraient très dynamiques (+10,9 % après +4,9 % en 2017), portés par la vigueur des dividendes versés ».

Articuler demande et offre autrement !

En outre, même si la demande est – légèrement – soutenue, l'offre (c'est-à-dire l'appareil de production) est en mauvais état et peine à reprendre, comme en témoigne le déficit commercial considérable de la France. Le cycle d'investissement des entreprises françaises entamé bien tard ne réussit pas à combler ce déficit d'offre : il suffit de voir les tensions considérables sur l'offre (cf. tableau). Cela renvoie à deux raisons principales : la mauvaise orientation de l'investissement (surtout dans l'immobilier d'entreprises et vers l'étranger) et l'insuffisance de l'emploi (insuffisance d'embauches et de formation, dont témoignent là aussi les enquêtes Insee).

Ainsi, le CICE (40 Md€ en 2019) a pour effet redresser les taux de marge des entreprises (part des profits dans leur valeur ajoutée) et leur trésorerie. Le taux de marge retrouve ses hauts niveaux².

Taux de marge (EBE/VA, sociétés non financières)



Source : Insee, prévisions au-delà du trait vertical rouge pointillé

Le grand patronat, au service du capital, privilégie sa rentabilité. Donc la spéculation, les délocalisations et exportations de capitaux. Ou encore l'investissement contre l'emploi (donc un type d'investissement insuffisamment efficace). Par exemple les rachats d'entreprises, qui ne créent aucun emploi et souvent en détruisent.

Ainsi, tout ceci débouche sur trop peu d'investissement et une insuffisance de développement des capacités humaines pour permettre à cet investissement d'être efficace. On devrait parler de « dépenses de développement »³ qui sont insuffisantes et trop orientées sur la finance et le capital matériel.

L'évolution de la France n'est pas une exception. L'Insee écrit dans sa Note de conjoncture bouclée le 13 décembre : « malgré les soutiens budgétaires dans quelques pays, l'activité de la zone euro poursuivrait

1. Et en tenant compte de la baisse des cotisations sociales, le total impôts + prélèvements sociaux croîtrait encore de +2,0 % en 2018, après +2,7 % en 2017, ce chiffre global incluant la suppression de l'ISF.

2. Redressement du taux de marge (Profit/VA) ne veut pas nécessairement dire

redressement de la rentabilité (Profit/Capital) car, pour faire cela, il faut parfois accroître encore plus la quantité de capital accumulé, notamment le capital financier (car Profit/Capital = Profit/VA x VA/Capital). D'où la course sans fin contre les dépenses salariales, publiques et sociales, lorsque l'efficacité du capital (VA/Capital) est en crise.



La situation pousse à un renouvellement de la vision de la gauche, à la renouveler avec nos idées communistes...



donc son ralentissement, avec une croissance d'environ 0,3 % par trimestre d'ici la mi-2019 ».

L'Institut commente : « l'Europe connaît des problèmes internes » alors que sa croissance est « proche de son potentiel ». C'est formuler un diagnostic de surchauffe (alors que le retournement à la baisse est déjà engagé, particulièrement en Allemagne et en Italie). Il insiste sur le « resserrement monétaire » US (avec la hausse du taux d'intervention monétaire de la réserve fédérale, qui renforce l'attraction des capitaux vers les États-Unis et accroît ainsi les exigences de rentabilité car, pour éviter les sorties de capitaux, les autres pays sont conduits à proposer des taux de rentabilité plus élevés et/ou à augmenter eux aussi leur taux d'intervention).

■ ■ ■
3. Cf. mon avis du CESE voté à une large majorité de 127 voix contre 20 (ainsi que 24 abstentions) intitulé « Les PME/TPE et le financement de leur développement pour l'emploi et l'efficacité », mars 2017.

Le pari de Macron : 3 clopinettes perverses pour protéger les cadeaux au grand capital

Le pari de Macron c'est, malgré cette situation, de maintenir un peu la croissance, avec ces petits « lâchers » tout en renforçant l'attractivité financière de la France par les cadeaux au capital. C'est probablement pourquoi il ne veut rien lâcher ni sur l'ISF (3,9 Md€), ni sur le CICE : 40 Md€ de cadeau en 2019 ! Et, contrairement à ce qui est dit, le CICE n'est pas « sans effet » sur l'emploi : le CICE incite aux emplois à bas salaires, puisqu'il est donné sous condition de ne pas dépasser 2,6 fois le SMIC. C'est très pervers : il incite à mal payer les emplois qualifiés (ingénieurs, cadres, techniciens, etc.) tandis que les exonérations « classiques » de cotisations sociales incitent à mal payer les moins qualifiés (ouvriers, employés) ou les jeunes embauchés : on perd ces aides dès qu'on augmente les salaires ! C'est une aide à la fois anti-sociale et anti-développement de l'entreprise. Et précisément un tout récent rapport du conseil d'analyse économique (CAE) auprès du Premier ministre s'est interrogé sur le CICE, préconisant de soit tout mettre sur les aides aux bas salaires, soit (mais seulement dans les commentaires oraux du rapporteur) de tout mettre pour les dépenses de formation des salariés. Chicane pour les dépenses de formation des salariés !

Alors, certes, l'économie réagit, dit-on, de façon keynésienne à court terme. C'est-à-dire que les effets de demande jouent à plein très vite : la consommation tire l'activité très vite (ou la déprime, si elle diminue). Puis l'économie réagirait de façon plus « néo-classique » à moyen terme, dit-on. C'est-à-dire que

les effets d'offre (insuffisance de production, coûts, compétitivité, etc.) agissent ensuite. Par exemple, la relance de 1981-1982 entraîne des importations excessives débouchant sur un déficit commercial parce que le capital n'investit pas pour répondre à la demande.

Mais à présent, la financiarisation des économies et leur internationalisation font que ces effets d'offre sont anticipés très tôt par les marchés financiers, et agissent alors presque en même temps que les effets de demande. En clair, la légère hausse des revenus aura un effet limité, tandis que l'élargissement du déficit commercial et les problèmes de rentabilité pourraient se manifester plus tôt que prévu, détourner les capitaux et exiger une « correction »... fragilisant la situation française. Et les enquêtes de l'Insee montrent que les « tensions » sur l'offre sont élevées.

La situation est grave. Et la BCE ne s'y est pas trompée. Elle vient, en mars, de lancer un nouveau programme de prêts massifs aux banques (TLTRO), à moyen terme (2 ans), à taux zéro, voire négatif, mais toujours sans conditions sociales ni écologiques. Ceci alors qu'elle venait d'annoncer l'arrêt du *quantitative easing*... Il s'agit en effet tout en même temps de soutenir la croissance et de soutenir les banques dont les bilans sont très fragilisées, intoxiquées comme elles sont à ces liquidités de moyen terme fournies par la BCE.

Que faire ?

La situation pousse à un renouvellement de la vision de la gauche, à la renouveler avec nos idées communistes... Et nous devons le dire !! Il s'agit de rompre avec les conceptions qui ont prévalu depuis le tournant de 1982-1983, mais aussi durant la gauche plurielle, tout autant qu'avec le keynésianisme de comptoir, national ou fédéraliste. En clair, pour rompre avec la priorité aux profits et à la finance, il ne suffit pas de relancer la demande et les salaires (même au niveau européen), encore moins de financer la consommation des couches populaires par les prélèvements sur les couches moyennes. Il faut agir à la fois sur la *demande* (salaires, revenus de formation, allocations-chômage, dépenses publiques) et sur la *production*, l'*offre*, (par des dépenses de développement nouvelles) avec une nouvelle alliance entre investissement, emploi-social et écologie, en faisant reculer le coût du capital.

Les entreprises sont au cœur de ce dilemme. C'est en effet leurs décisions d'utilisation de l'argent qui sont cruciales : pilotées par leurs critères de gestion et les critères imposés par les banques. Pour commencer à agir il faut à la fois rompre avec l'austérité et une autre dépense publique, en faveur d'une toute autre compétitivité.

Pour la gauche, le débat majeur est : comment agir sur les entreprises et les banques ? Dans quel sens, avec quel levier et selon quels niveaux (régional, national, européen, mondial) ? Il n'est pas : « plus d'intervention de l'État ». Car « plus d'intervention de l'État » a conduit, depuis la crise de 2008 à plus d'intervention... en faveur des profits ! C'est d'ailleurs précisément ce qu'explique le texte de réorientation politique adopté par les communistes lors du 38^e congrès du PCF.

Bref, il ne suffit pas de « partager les richesses », formule trompeuse. Il faut surtout les utiliser autrement. Conquérir des pouvoirs sur leur utilisation, pour d'autres buts que le profit et l'accumulation du capital. Cela veut dire baisser le coût du capital (c'est-à-dire les prélèvements du capital) pour développer les dépenses de développement social et écologique. C'est pourquoi l'État ne peut se contenter de redistribuer. Il faut certes une fiscalité plus juste (rétablir l'ISF, baisser la TVA, la TICPE, la CSG, rendre l'impôt sur le revenu plus progressif, taxer différemment les salaires et les revenus du capital perçus par les ménages). Mais l'État doit agir sur les entreprises, par ses prélèvements, par les aides publiques, mais aussi par la politique de crédit pour baisser le coût du capital et appuyer un investissement efficace, écologique et social qui va développer toute l'assiette des revenus et de financement. Et il doit développer les services publics. L'enfermement de la discussion démocratique dans le vote du budget peut avoir des effets pervers : faire le silence sur l'argent privé des banques et des entreprises, et l'utilisation qu'elles font de cet argent.

La question, répétons-le, c'est : quelle action publique et sociale sur les entreprises et les banques.

Nos réponses sont à la fois des réponses de bon sens et des réponses révolutionnaires, car elles rompent avec la logique dominante et commencent à changer les pouvoirs.

Du côté de l'État, nous proposons de commencer par 4 ensembles de mesures d'apparence simple, et partant de l'existant, mais en réalité de portée révolutionnaire.

- **Fiscalité** : moduler l'impôt sur les sociétés à la hausse si elles versent des dividendes ou spéculent en supprimant des emplois ; à la baisse si elles investissent et font de la R & D en développant l'emploi (nombre d'emploi et/ou masse salariale) et les productions écologiques ; baisser la TVA, la TICPE, la CSG ; rétablir l'ISF.
- **Mobiliser le pôle financier (bancaire) public**, puis l'élargir, pour appuyer une véritable transition sociale et écologique : il financerait des prêts à taux zéro, voire négatifs, pour les entreprises qui investissent

en développant les richesses réelles, sur des critères écologiques en améliorant l'emploi, la formation dans les territoires, avec une super-bonification pour les PME/TPE. Il pourrait aussi financer la reprise d'entreprises menacées (Ford Blanquefort). Le CICE serait supprimé (tout ou partie) et son argent serait utilisé pour financer ces bonifications d'intérêt, faisant ainsi levier sur tout le crédit bancaire.

- **Affecter plus de recettes publiques aux services publics** (mais pas aux dépenses pour protéger les profits, comme les dépenses pour le CICE ou la prime d'activité). Cela ouvre aussi sur le débat européen, avec notre proposition de Fonds pour les services publics, démocratique et financé par la BCE.

- **Augmenter le SMIC de 260 euros bruts et exiger des négociations sur l'ensemble des salaires**, avec un appui du pôle public bancaire pour les PME et une baisse du coût du capital.

Le grand enjeu c'est la jonction entre la colère exprimée par les gilets jaunes et les luttes dans les entreprises ou concernant les banques. Au fond, en posant trois questions – pouvoir d'achat, services publics et démocratie – les gilets jaunes exigent une autre utilisation de l'argent ! À nous de mettre cela en évidence et d'éclairer les réalités, leviers et chemins possibles.

Nous pourrions nous appuyer sur les exigences de démocratie dans les territoires, en les portant dans le sens d'une autre utilisation de l'argent. Ainsi appeler à **des assemblées citoyennes** « sociales, écologiques et financières » avec toutes les forces sociales, gilets jaunes, syndicats, associations, écologiques, sportives... , avec les élus, les forces politiques. Pour recueillir les *doléances* et les *besoins* (services publics, salaires, emploi, formation, investissements...), et faire *l'état des lieux de l'utilisation de l'argent public ET privé* (banques, entreprises), ouvrir les comptes (combien de CICE reçu par Auchan ou Carrefour d'à côté pour combien d'emplois et de salaires ?), exiger des engagements, des pouvoirs de suivi, des sanctions et une autre politique économique et sociale. Cela permet aussi de contrer l'enfermement délégataire ou protestataire possible du mouvement. ■■■

